

Les évolutions possibles de la controverse autour de l'élevage dessinent cinq futurs contrastés : Une analyse prospective à l'horizon 2040.

DELANOUE E. (1), DOCKES A.-C. (2), ROGUET C. (3), MAGDELAINE P. (4)

(1) Institut de l'Élevage / IFIP-institut du porc / ITAVI - 149 Rue de Bercy, 75012 Paris

(2) Institut de l'Élevage - 149 Rue de Bercy, 75012 Paris

(3) IFIP-institut du porc - La Motte au Vicomte, 35651 Le Rheu Cedex

(4) ITAVI - 7 rue du faubourg Poissonnière, 75009 Paris

RESUME

De 2014 à 2017, le projet ACCEPT a étudié la controverse autour de l'élevage par l'analyse de ses acteurs, de son audience et de la manière dont elle contribue à transformer les perceptions de l'activité par les citoyens. Dans cette synthèse nous explicitons ce qu'est une controverse et montrons comment elle se déploie sur l'élevage en décrivant les incertitudes autour desquelles elles se structurent et les positions des parties en présence. Nous précisons les points de vue des citoyens et proposons une typologie de leurs attitudes autour de cinq profils. Pour finaliser et synthétiser ce travail, un exercice de prospective a été réalisé autour des évolutions possibles de la controverse et de leurs conséquences sur l'avenir de l'élevage. Le premier scénario correspond au développement d'une agriculture européenne productive devant faire face à des dérèglements planétaires globaux (climatiques, géopolitiques, énergétiques, etc.). Le second scénario est celui de la généralisation de la junk-food, avec une relégation des préoccupations alimentaires derrière l'attrait pour les nouvelles technologies et les loisirs. Le troisième scénario correspond à la co-construction de démarches de progrès en élevage par les acteurs de la société et des filières, dialoguant ensemble dans une logique proactive et constructive. Le quatrième scénario prévoit le développement d'un élevage produisant « moins mais mieux » avec une montée en gamme qualitative et de fortes valeurs ajoutées sur les produits. Enfin, le cinquième scénario correspond à une diffusion de la pensée végane conduisant à une marginalisation des consommateurs de viande.

Possible evolutions of the controversy on livestock farming draw five contrasted futures: A foresight analysis by 2040.

DELANOUE E. (1), DOCKES A.-C. (2), ROGUET C. (3), MAGDELAINE P. (4)

(1) Institut de l'Élevage - 149 Rue de Bercy, 75012 Paris

SUMMARY

From 2014 to 2017, the ACCEPT project has studied the controversy around livestock farming by analysing its stakeholders, its audience and the way it contributes to transform citizens' perception of the activity. In this paper, we explain what a controversy is, the main topics and actors of the controversy about livestock production and the uncertainties on which it is built. We focus then on the citizens' points of view and describe 5 profiles of attitudes. To synthesize and finalize our research work we carried out a foresight exercise on possible evolutions of the controversy and their consequences on the future of livestock farming. The first scenario consists in the development of a productive agriculture that must face global deregulations (climate, geopolitics, energy, etc.). The second scenario is a generalisation of junk-food: society's preoccupations on alimentation come after new technologies and hobbies expectations. The third scenario is a co-construction of progress guidelines for livestock farming by stakeholders from both society and agricultural sectors. The fourth scenario consists in the development of farms that produce "less but better" with high quality standards and high added value. At last, the fifth scenario is a diffusion of the vegan way of thinking that leads up to a marginalization of meat consumers.

INTRODUCTION

Dans un contexte de remise en question de l'élevage et de ses pratiques par de nombreux acteurs de la société, les résultats du projet ACCEPT, piloté par l'Ifip-institut du porc entre 2014 et 2017, aident à mieux comprendre la controverse autour de l'élevage. L'objectif de ce projet, financé par le Ministère de l'Agriculture (CASDAR IP), est d'apporter des connaissances, des moyens d'analyse de la situation, et des pistes de réflexion aux acteurs des filières, afin de faciliter le dialogue avec la société et construire des élevages de demain durables car mieux acceptés.

Pour finaliser ce projet, un exercice de prospective a été réalisé afin d'identifier les futurs possibles de l'élevage en fonction de l'évolution de la controverse. La réflexion s'est appuyée sur une typologie des citoyens français regroupés selon leur manière de percevoir l'élevage, construite dans le

cadre du projet. La prospective aide à imaginer les conséquences que pourrait avoir sur l'élevage une diffusion de ces différents modes de pensée au sein de la société, à l'horizon 2040.

Cinq scénarios décrivent la façon dont les controverses sur l'élevage peuvent évoluer en fonction de l'augmentation de la part des différents profils de citoyens et en tenant compte de plusieurs « tendances lourdes ». Ces contextes ainsi dessinés permettent d'imaginer leur influence sur l'élevage : systèmes de production dominants, nombre et répartition géographique des exploitations, types de produits consommés.

L'objectif de cette synthèse est de rappeler les principaux résultats du projet ACCEPT et de présenter de manière plus détaillée l'analyse prospective qui a été conduite. Dans un premier temps, la controverse sur l'élevage sera décrite. Ensuite, la méthode utilisée pour construire les scénarios

sera explicitée. Enfin, la typologie des citoyens et les cinq scénarios seront décrits et discutés.

1. LES REMISES EN QUESTION DE L'ÉLEVAGE

1.1. LE CONCEPT DE CONTROVERSE

En sociologie, une controverse est définie comme un débat public qui implique de nombreux acteurs de la société en désaccord, et qui contribue à la transformation des normes sociales (Pestre, 2007).

Elle se structure autour d'incertitudes et se joue entre des parties prenantes en opposition qui cherchent à faire valoir, auprès d'un public, leur mode de pensée sur celui de leur adversaire. Ce public est constitué d'individus qui vont juger les affrontements des parties prenantes et qui peuvent rallier l'une des causes défendues (Lemieux, 2007). Pour les parties prenantes, il s'agit donc de convaincre le public que leur point de vue est le meilleur, en réduisant ses incertitudes grâce à des preuves et des arguments mais aussi en gagnant sa confiance.

La controverse est tout autant constituée d'arguments et d'acteurs que de rapports de force entre ceux-ci. L'accès aux médias, en particulier, est un enjeu-clé dans une controverse car ils sont des vecteurs de diffusion massive des arguments. Ce sont donc des moyens, pour les parties prenantes, d'atteindre un large public. Le contrôle de l'image est également primordial pour gagner la confiance du public ou au contraire discréditer l'adversaire. L'accès à des moyens financiers et humains, en outre, permet de réaliser des actions de mobilisation efficaces (organisation d'événements dans l'espace public, diffusion de spots publicitaires, etc.). L'inscription au sein de réseaux d'acteurs influents favorise certaines parties prenantes, en particulier lorsque ces réseaux sont constitués de décideurs politiques ou de leaders d'opinion (Callon et al., 2001).

Finalement, les échanges d'arguments, négociations et compromis qui s'organisent au sein d'une controverse contribuent à une transformation des normes sociales. Progressivement, les points de vue des uns et des autres évoluent, les incertitudes sont réduites et un sens commun est construit. Ces nouvelles normes peuvent être formalisées dans des lois, des réglementations ou des codes, ou bien elles peuvent être informelles dans le cas de l'évolution des normes culturelles et morales.

1.2. LA CONTROVERSE AUTOUR DE L'ÉLEVAGE

1.2.1. Les incertitudes

La controverse autour de l'élevage se joue entre des parties prenantes issues de sphères sociales diverses et a des effets plus ou moins directs sur les normes professionnelles et les pratiques des éleveurs (Delanoue et al., 2015). Elle se structure autour des incertitudes que suscite l'élevage et qui entraînent des désaccords au sein de la société (Tableau 1) : quels sont les impacts acceptables des activités humaines sur l'environnement ?, l'élevage respecte-t-il le bien-être des animaux et est-il moral d'élever les animaux pour les mettre à mort et les manger ?, la sécurité sanitaire de l'élevage et de ses produits est-elle garantie ?

Les incertitudes entourant l'élevage ont trait à trois grandes dimensions : l'environnement, la cause animale et le risque sanitaire, et elles appartiennent à la fois au registre scientifique et au registre moral. On observe que toutes ces incertitudes se cristallisent autour de l'élevage intensif qui suscite en lui-même de grandes inquiétudes de la part de la population et qui est particulièrement visé par les critiques des associations (Delanoue et al., 2013). Selon de nombreux citoyens (et certains éleveurs), la « modernisation », qui combine tout ou partie des ingrédients suivants : agrandissement, spécialisation, intensification, automatisation, robotique, numérique... ne va pas de soi

dans le secteur agricole et en particulier en élevage où les animaux, êtres sensibles, sont impliqués. La « tradition » reste pour sa part fortement valorisée par les citoyens.

Tableau 1 : Incertitudes sujettes à débats autour de l'élevage (Delanoue et al., 2015)

Environnement	Bien-être animal	Santé	Organisation de l'élevage
Emission de gaz à effet de serre	Définition	Utilisation d'antibiotiques	Système intensif
Pollution de l'eau	Condition de vie des animaux	Risques d'épizooties et de zoonoses (maladies)	Concentration géographique des élevages
Alimentation des animaux et utilisation des terres	Prise en charge de la douleur		
Nuisances (odeurs, bruits,...)	Ethique de l'élevage		

1.2.2. Les parties prenantes

Schématiquement, les parties prenantes en opposition sont, d'un côté, les associations de protection de l'environnement et des animaux et, de l'autre, le monde de l'élevage (éleveurs, syndicats, interprofession, R&D agricole, etc.) (Figure 1). Au sein de chacune de ces deux parties, les points de vue sur l'élevage ne sont pas homogènes. Les associations, tout d'abord, se divisent entre celles qui ne s'opposent pas au principe de l'élevage mais souhaitent que les pratiques des éleveurs s'améliorent (les associations environnementalistes et welfaristes), et celles qui jugent que toute forme d'exploitation et de mise à mort des animaux est immorale et devrait être abolie (les associations abolitionnistes). En ce qui concerne le monde de l'élevage, les visions de l'activité sont très hétérogènes, en témoignent la diversité des pratiques et des systèmes mis en œuvre par les éleveurs ou la variété des positions que prennent les différents syndicats agricoles. L'intensification, notamment, suscite des désaccords au sein de la communauté agricole (Couzy et al., 2008).

1.2.3. Le public à convaincre

Le public à convaincre est ici constitué de trois types d'acteurs qui interagissent les uns avec les autres (Figure 1) : les citoyens-consommateurs, les décideurs politiques (élus locaux, députés, etc.) et les acteurs du secteur marchand (distributeurs, coopératives, transformateurs). Les citoyens-consommateurs peuvent exprimer leur point de vue de multiples manières : en orientant leurs achats bien sûr, mais aussi en votant pour des candidats répondant à leurs préoccupations, en partageant des informations sur les réseaux sociaux pour sensibiliser leurs contacts, en signant des pétitions, etc. Les décideurs politiques, quant à eux, sont non seulement à l'origine des nouvelles réglementations concernant l'agriculture mais ils accordent aussi les subventions (notamment aux associations ou aux agriculteurs à condition qu'ils mettent en œuvre certaines pratiques). Les acteurs du secteur marchand, enfin, influencent le marché : ils peuvent mettre en place des cahiers des charges pour orienter les pratiques des éleveurs et décident des produits qu'ils proposent, ou non, aux consommateurs (Delanoue et al., 2018 ; Roguet et al., 2018).

Comme on l'a vu, les médias jouent un rôle particulier au sein de la controverse : ils sont des moyens de diffusion des arguments pour les parties prenantes. L'accès aux médias est donc un enjeu stratégique pour celles-ci, et elles cherchent attirer leur regard par des modes d'action variés : *happening* mis en scène dans l'espace public, mobilisation de porte-paroles populaires ou médiatiques (artistes, sportifs, scientifiques, etc.), création de partenariats avec des journalistes, présence sur les réseaux sociaux, etc. Les

scientifiques, ou les acteurs de la recherche et du développement, ont eux aussi un rôle à part dans la controverse car ils produisent les preuves utilisées par les parties prenantes pour réduire les incertitudes entourant l'élevage. Toutefois, leurs travaux ne permettent pas toujours d'apporter des réponses. Tout d'abord, certaines incertitudes suscitées par l'élevage ne sont pas scientifiques ou techniques mais ont trait à la morale (par exemple, est-il moral d'élever des animaux en cage ?). Ensuite, certains acteurs impliqués dans la controverse ne reconnaissent pas

la compétence ou l'objectivité d'organismes scientifiques (Beck, 1986). Les travaux de l'INRA, par exemple, sont fréquemment décriés par certains militants d'associations abolitionnistes qui accusent l'institution de servir la cause d'un « lobby agro-industriel ». Enfin, les scientifiques deviennent parfois parties prenantes de la controverse à part entière en contribuant à la construction de nouveaux arguments, en impulsant des changements de pratiques ou en éclairant la décision publique.

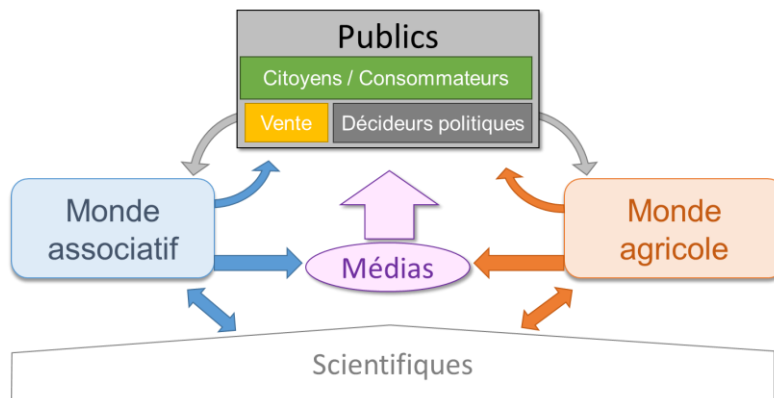


Figure 1 : Les acteurs de la controverse autour de l'élevage (Delanoue et al., 2018)

3 2. METHODE D'ANALYSE

2.1. TYPOLOGIE DES CITOYENS EN FONCTION DE LEUR PERCEPTION DE L'ELEVAGE

Pour mieux comprendre et quantifier l'audience de cette controverse auprès des citoyens, une série d'entretiens individuels auprès des représentants des différents acteurs en présence a été réalisée. Elle a permis d'ébaucher une typologie des perceptions et attentes vis-à-vis de l'élevage dans la société et de décrire des « archétypes » de façons de penser. Un sondage d'opinion a ensuite été réalisé en 2016 (Dockès et al., 2017). Le questionnaire, élaboré par les partenaires du projet ACCEPT et adapté avec l'institut de sondage IFOP, a été administré par Internet auprès d'un panel de 2 007 citoyens représentatifs de la population française en termes de sexe, d'âge, de répartition géographique et de profession (méthode des quotas).

La typologie, construite à partir de l'analyse qualitative des entretiens a été précisée grâce à l'analyse du sondage puis quantifiée par une méthode statistique d'agrégation (Perrot et Landais, 1993). Tous les individus ont été classés selon leur ressemblance plus ou moins forte avec des archétypes prédéfinis, selon les réponses qu'ils ont données aux questions. Nous avons considéré qu'un individu ressemblait fortement à un groupe à partir d'un taux de ressemblance de 80% avec l'archétype de ce groupe. Par cette méthode, seulement 10% de l'échantillon ne peuvent être affiliés à aucun type.

Ce type d'analyse permet d'observer les chevauchements entre les différents groupes. En effet, en raison de notre méthode de classification, certains individus ressemblent à plusieurs groupes. Le cas échéant, nous avons classé l'individu en question dans le groupe avec lequel il a le taux de ressemblance le plus fort mais, dans sa vision de l'élevage, cet individu est donc également assez proche de celle d'un autre groupe.

2.2. DEMARCHE PROSPECTIVE ET CONSTITUTION DU GROUPE DE TRAVAIL

Pour nourrir la réflexion stratégique des acteurs des filières face à la controverse entourant l'élevage, un exercice de

prospective a été conduit en finalisation du projet ACCEPT. L'exercice visait à répondre aux questions suivantes : à l'horizon 2040, en quoi l'évolution des controverses définit-elle des futurs possibles, et comment l'élevage serait-il transformé dans ces différentes situations ?

Nous nous sommes inspirés des outils et méthodes de la prospective stratégique, développés par le CNAM (Godet, 2007) qui sont mobilisés depuis de nombreuses années par des groupes industriels ou par des institutions publiques. L'un des points clés de cette méthode est de mobiliser, dans une démarche participative, des acteurs d'origines diverses mais jouant tous un rôle dans le système que l'on cherche à étudier (Moulsi, 2004). Nous avons ainsi constitué un groupe de travail composés d'acteurs de la recherche et du développement agricole ainsi que d'interprofessions et de membres d'associations de protection animale, qui s'est réuni à plusieurs reprises fin 2017.

La première étape de l'exercice a consisté en l'analyse du système à étudier (décrite ci-dessous, paragraphe 2.3). Avant d'anticiper sur les futurs possibles, il s'agit en effet de comprendre le présent et d'identifier les principaux facteurs qui peuvent influencer l'élevage. La seconde étape (voir paragraphe 2.4) a consisté en la construction des scénarios d'avenir, visions vraisemblables, contrastées et cohérentes du futur, à l'aide de la méthode de l'analyse morphologique (Godet, 1999 et 2007).

2.3. L'ANALYSE DES COMPOSANTES DE LA CONTROVERSE : MODALITES D'EVOLUTION ET TENDANCES LOURDES

Une première phase de travail a consisté en la définition, pour chaque dimension de la controverse présentée dans le Tableau 1, des possibilités d'évolution ou de résolution des débats à l'horizon 2040 (voir un extrait de nos travaux dans le Tableau 2).

Tableau 2 : Sujets de débat et modalités d'évolution à l'horizon 2040

Débats	Modalités d'évolution		
<i>Emissions de GES par l'élevage</i>	Réduites , par optimisation des pratiques et l'innovation technique	Réduites , par la transformation forte des systèmes d'élevage	Réduites , par la diminution forte de l'activité d'élevage
<i>Alimentation des animaux</i>	OGM et soja américain utilisés largement, dans monde « ouvert »	Filières à base de protéines européennes	Systèmes d'élevages autonomes
<i>Ethique animale, élevage et abattage</i>	On accepte de manger des animaux bien élevés, bien abattus, bien transportés...	On élève moins d'animaux, en améliorant leurs conditions de vie et en abattant « à proximité »	La mort de l'animal n'est plus tolérée

En parallèle de ce travail, le groupe de travail a identifié des tendances lourdes, observées aujourd'hui, qui conditionnent fortement l'évolution des filières animales et des systèmes d'élevage. Ces tendances sont, par exemple, l'augmentation de la consommation de viande dans le monde et sa diminution par personne en France, le réchauffement climatique, l'augmentation des exigences des consommateurs européens sur la qualité des produits, la diminution de la part de l'alimentation dans le budget des ménages, etc. Pour chacune de ces tendances, nous avons également décrit des ruptures possibles (voir un extrait de nos travaux dans le Tableau 3).

Tableau 3 : Tendances lourdes influençant les filières animales et hypothèses de rupture à l'horizon 2040

Tendance lourde	Ruptures ou alternatives	
<i>Augmentation de la conso. de viande dans le monde</i>	« Maturité » puis « diminution » rapides de la consommation dans les pays émergents	Diminution forte en Europe et augmentation modérée dans les pays émergents
<i>Réchauffement climatique constant et fort</i>	Réchauffement climatique contenu autour de la barre des 2°	
<i>Ouverture progressive et mondiale des marchés économiques</i>	Ouverture très rapide des marchés	Retour de barrières douanières ou consommation essentiellement axée sur les produits locaux

2.4. CONSTRUCTION DES TRAJECTOIRES ET DES SCENARIOS

Les tableaux de modalités d'évolution des débats et des tendances lourdes ont servi de point de départ à la construction des scénarios. Ils ont été croisés avec la typologie des citoyens présentée précédemment pour identifier les profils de citoyens susceptibles de s'identifier à telle ou telle modalité d'évolution du débat. En d'autres termes, les scénarios ont en partie été construits en réfléchissant aux conséquences que pourrait avoir, sur l'élevage, la diffusion de chacun des modes de pensée

spécifiques aux cinq profils (abolitionniste, alternatif, progressiste, compétiteur ou sans-avis) au sein de la société. Lors d'un séminaire participatif, nous avons ainsi construit cinq scénarios d'avenir, en associant les multiples modalités en combinaisons pertinentes, cohérentes et contrastées. Pour chaque sujet de débat, il s'est agi d'identifier quelle serait la situation si l'un des cinq profils devenait majoritaire au sein de la société, à l'horizon 2040.

Chaque scénario a ensuite été précisé à partir : i) d'une analyse rétrospective (que se passe-t-il entre aujourd'hui et 2040 pour expliquer l'émergence du scénario ?) ; ii) d'une description qualitative des systèmes et filière d'élevage dans le scénario ; iii) d'une analyse des facteurs aujourd'hui favorables et défavorables à son émergence ; iv) et enfin des acteurs et profils de citoyens qui gagneraient ou perdraient dans le cadre de ce scénario.

3. LA PERCEPTION DE L'ELEVAGE PAR LES CITOYENS

Nous présentons dans cette partie les principaux résultats des analyses sur la perception de l'élevage par les citoyens français.

3.1. LA CONSOMMATION DE VIANDE

Les résultats de l'enquête quantitative réalisée dans le cadre du projet ACCEPT (Dockès et al., 2017) montrent que la population comprend 1,4% de personnes se déclarant végétariennes (ne consommant pas de viande) et 0,15% se qualifiant de végétariens (ne consommant aucun produit d'origine animale). Si la grande majorité des citoyens sont donc consommateurs de produits animaux, 18% de l'échantillon déclarent envisager de réduire leur consommation de viande dans les 12 prochains mois et 14% envisagent même de la cesser complètement. Par ailleurs, 20% des citoyens considèrent que l'être humain ne mangera plus de produits animaux d'ici une centaine d'années. Ces chiffres laissent penser que la tendance à la baisse de la consommation individuelle de viande, observée sur le moyen terme en France, constitue une tendance lourde qui ne devrait pas facilement se ralentir et encore moins s'inverser. Ils traduisent aussi l'implantation d'une nouvelle norme sociale alimentaire qui valorise la diminution de la consommation de produits animaux, pour de multiples raisons (environnementale, de santé, de protection animale, etc.).

3.2. DES AVIS CONTRASTES SUR LES PRATIQUES D'ELEVAGE

En outre, les résultats de cette enquête montrent que 59% des Français se déclarent insatisfaits des conditions de vie des animaux et de leur bien-être dans les élevages, 52% ne sont pas satisfaits du respect de l'environnement par les éleveurs, 40% par la sécurité sanitaire des produits animaux et 33% par l'entretien des paysages par l'élevage.

Sur une échelle de 0 à 10 (0 pour « ne me choque pas du tout » et 10 pour « me choque énormément »), la note moyenne attribuée par l'ensemble des personnes enquêtées à certaines pratiques d'élevage comme l'absence d'accès au plein air ou l'élevage en cage atteint 7,25. Pour chaque pratique, plus d'un tiers des personnes ont attribué la note de 10 et 16% de l'échantillon ont systématiquement attribué cette note maximale à toutes les pratiques. Ces personnes ont tendance à consommer moins de produits animaux (de viande notamment) que le reste de la population, mais les écarts sont faibles (de l'ordre de 5%). Ainsi, le « choc »

ressenti par le citoyen ne se traduit pas toujours chez le consommateur par un changement radical et immédiat de pratique de consommation. Ces résultats traduisent toutefois une préoccupation forte de nombreux citoyens par rapport au respect des animaux, lorsque la question leur est explicitement posée.

Parmi une liste de propositions, les personnes enquêtées ont également été amenées à choisir celles qui représentaient, à leurs yeux, des priorités à mener pour l'élevage de demain. Assurer l'accès au plein air à tous les animaux apparaît, de loin, comme l'action à mener prioritairement pour les citoyens (choisi par 60% de l'échantillon en 1^{er}, 2^{ème} ou 3^{ème} choix). Le renforcement de la réglementation sur le bien-être animal arrive en deuxième position (47%). De plus, dans une question s'adressant plutôt à leur rôle de consommateurs, les personnes interrogées placent l'origine française des produits comme premier critère d'achat parmi une liste de propositions, mais globalement c'est le fait que les animaux soient élevés en plein air qui est cité le plus fréquemment (1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} choix confondus).

3.3. TYPOLOGIE DES CITOYENS EN FONCTION DE LEUR PERCEPTION DE L'ELEVAGE

Les résultats de cette enquête quantitative, croisés avec ceux des différentes enquêtes qualitatives réalisées dans le cadre du projet ACCEPT, ont permis de quantifier une typologie des façons de penser des citoyens vis-à-vis de l'élevage. Cinq groupes de citoyens sont ainsi identifiés en fonction de leur vision de l'activité et de leurs attentes pour l'élevage de demain. La Figure 2 ci-dessous schématise le positionnement des citoyens sur un axe factoriel en fonction du type auquel ils ressemblent le plus. Elle permet à la fois de visualiser l'importance comparée de chaque type, mais aussi leur proximité.

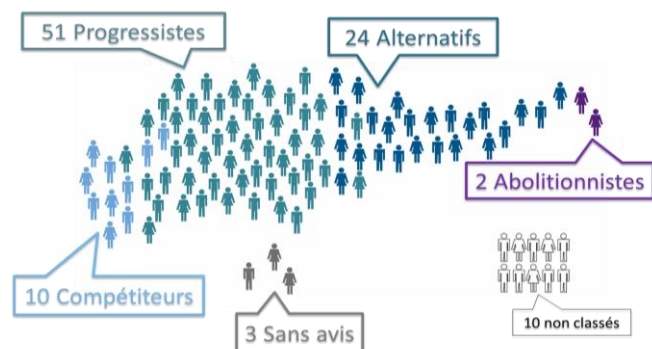


Figure 2 : Représentation graphique de la typologie par agrégation des citoyens français en fonction de leur vision de l'élevage. Source : projet ACCEPT, sondage IFOP réalisé en juin 2016 auprès de 2007 citoyens français

La moitié de la population (51%) a une vision de l'élevage que l'on peut qualifier de « *Progressiste* ». Ce profil de citoyens, majoritaire au sein de la population française, connaît mal l'élevage et se pose des questions sur son alimentation. Ils se montrent satisfaits de la qualité sanitaire et de la traçabilité des produits animaux, mais sont sensibles au bien-être des animaux dans les élevages et en particulier à leur accès au plein air. Les personnes de ce profil souhaitent une amélioration des conditions d'élevage en accord avec leurs préoccupations environnementales, sanitaires et leur sensibilité à l'égard des animaux, mais elles n'envisagent pas de changer radicalement ni les systèmes d'élevages français, ni leurs pratiques de consommation.

Un quart de la population (24%) peut être qualifié d'« *Alternatif* ». Les citoyens appartenant à ce profil souhaitent la fin de l'élevage intensif au profit de systèmes alternatifs. Pour eux, l'élevage français est trop intensif et a un impact négatif sur l'environnement, l'emploi, la condition animale. Ils défendent une agriculture paysanne : agroécologique ou biologique, peu consommatrice d'intrants et avec des élevages de taille réduite. Ils sont attachés à une forme de consommation locale et aux circuits courts. Ils consomment peu de produits animaux ou souhaitent réduire leur consommation.

10% des citoyens sont « *Compétiteurs* ». Ces citoyens sont satisfaits des modes d'élevage actuels et des conditions de vie des animaux dans les exploitations françaises. Ils ont une approche de l'élevage et de ses filières économique avant tout. Ils soutiennent le modèle intensif et souhaitent un accroissement de la compétitivité des exploitations françaises, afin notamment d'augmenter le revenu des éleveurs. Ce sont plus souvent des hommes, qui déclarent très bien ou bien connaître l'élevage et s'y intéresser.

3% des citoyens sont « *Sans-Avis* » : Ils n'expriment aucune opinion sur de l'élevage ni attentes particulières. Ils connaissent mal la façon dont les animaux sont élevés et ne s'y intéressent pas. La qualité de leur alimentation les préoccupe peu, sauf peut-être en ce qui concerne la sécurité sanitaire des produits.

Enfin, 2% des citoyens partagent une vision « *Abolitionniste* » de l'élevage. Ces personnes (dont 80% de femmes), consomment très peu de produits animaux, voire pas du tout, par conviction. Elles jugent immoral de tuer un animal pour le manger et souhaitent l'abolition de l'élevage. Elles sont très choquées par la condition des animaux dans les élevages et ont un avis très négatif sur tous les aspects de l'élevage (impact environnemental, valeur patrimoniale, emploi, etc.). Elles considèrent que la réduction de la consommation de produits d'origine animale est un enjeu-clé.

Les 10% de l'échantillon restants sont composés de citoyens qui ne ressemblent fortement à aucun type et ne peuvent donc pas être classés.

Finalement, l'analyse de cette typologie montre que le public cible de la controverse est constitué des 51% de Progressistes. Les Compétiteurs, les Alternatifs et les Abolitionnistes ont, en effet, déjà construit leur opinion sur l'élevage. Même le groupe des Sans-Avis, en un sens, est convaincu de ne pas être intéressé par le sujet. Ainsi, pour les parties prenantes de la controverse, l'enjeu n'est pas de convaincre ces quatre groupes de rallier leur cause, mais bien de réduire les nombreuses incertitudes des Progressistes, qui constituent d'ailleurs un public se déclarant en recherche d'informations.

4. DESCRIPTION DES SCENARIOS

Selon la façon dont les différentes incertitudes du public évolueront, selon la part que prendra chaque type de citoyen dans la population, mais aussi selon les transformations du contexte dans lequel l'élevage français se situe, différents futurs contrastés pourront se dessiner. Nous proposons ainsi 5 scénarios qui sont présentés successivement ci-dessous, en précisant pour chacun la façon dont ils pourraient émerger (ce qu'il se passerait entre aujourd'hui et 2040) et comment l'élevage serait transformé par la mise en place de ce scénario.

4.1. UNE AGRICULTURE EUROPEENNE PRODUCTIVE FACE AUX DEREGLEMENTS PLANETAIRES

4.1.1. Comment en est-on arrivés là ?

A la fin des années 2010, les principales puissances économiques mondiales ne prennent pas les décisions permettant de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement climatique. Dans les décennies qui suivent, les températures s'emballent. Les crises climatiques

(sécheresses, canicules, inondations,...) se multiplient avec des conséquences lourdes, particulièrement dans les pays du Sud qui peinent à s'adapter, faute de moyens.

Le fossé Nord-Sud se creuse et les migrations des populations du Sud augmentent fortement vers les pays du Nord.

L'Europe, relativement épargnée sur le plan climatique et ayant davantage de moyens de s'adapter, reste une zone de production et d'exportation agricole (Figure 3). Le prix des denrées agricoles, devenues des enjeux commerciaux critiques, est en hausse.

Les systèmes agricoles s'adaptent en partie, notamment dans les pays développés où la recherche agronomique reste performante, mais globalement la production alimentaire s'érode et devient de plus en plus irrégulière en fonction des aléas naturels. Le prix des aliments, par conséquent, flambe et des émeutes de la faim éclatent dans les pays les plus touchés.

Ici, les citoyens « Compétiteurs » sont majoritaires au sein de la population : les préoccupations des citoyens sont tournées vers la possibilité de s'alimenter et vers l'adaptation aux bouleversements naturels. Les questions d'éthique et de bien-être animal sont reléguées au second plan par rapport à la nécessité de produire des aliments avec efficacité, pour se nourrir. Une attention reste portée à l'adaptation au changement climatique, voire à son atténuation, indispensable à la pérennité des activités.



Figure 3 : L'Europe est à la confluence des mouvements migratoires et des exportations de denrées agricoles

4.1.2. Quel élevage ?

Dans un contexte de relative pénurie alimentaire mondiale et de hausse des prix des matières premières, les productions de grandes cultures européennes ont le vent en poupe. Elles innovent fortement pour s'adapter à un climat plus chaud et plus instable.

L'élevage connaît un retrait global. D'une part, la priorité internationale tout comme les intérêts individuels des agriculteurs poussent à la céréaliculture, et, d'autre part, les coûts de production des produits animaux sont élevés. Certaines zones, cependant, ne sont pas propices à la céréaliculture, comme le Massif Central ou les zones pastorales qui maintiennent des élevages de ruminants à l'herbe. Ces élevages s'appuient sur des systèmes économes et autonomes, avec un fort niveau de productivité du travail et des produits à forte valeur ajoutée. Les sous-produits végétaux sont valorisés par des élevages intensifs de granivores ou laitiers. A côté de ces élevages de grande taille se développent de tous petits élevages de proximité, visant l'autosubsistance ou des échanges micro-locaux dans une économie en crise.

Les filières sont pilotées par l'aval dans un souci d'efficacité et de réduction des coûts. Les produits animaux, considérés de plus en plus comme des produits « de luxe », sont essentiellement destinés à un marché européen et, à la marge, aux classes aisées des pays tiers.

4.2. LA JUNK-FOOD SE GENERALISE : L'ALIMENTATION N'EST PLUS UNE PREOCCUPATION POUR LES CITOYENS

4.2.1. Comment en est-on arrivés là ?

Dans les années 2020-2030, l'Europe ne connaît pas de crise sanitaire grave. Il n'y a pas de pénurie alimentaire, les systèmes agricoles mondiaux s'adaptent progressivement au changement climatique. La révolution digitale se poursuit et conduit à des transformations progressives des modes de vie. Les citoyens passent de plus en plus de temps sur le Net et sur les réseaux sociaux.

Dans une société toujours plus urbanisée, ils continuent à s'éloigner inexorablement de l'agriculture et de l'élevage. Les ONG (de protection des animaux ou de l'environnement) ne parviennent plus à susciter l'émotion du public. Les citoyens ne prennent plus parti dans ces controverses qui tournent un temps en rond, entre spécialistes, puis s'éteignent.

L'alimentation et les conditions de vie évoluent. Les pratiques alimentaires s'individualisent et se mondialisent : chacun mange seul des plats préparés, devant ses écrans (Figure 4). Une grande partie des citoyens ont essentiellement des loisirs sédentaires et sont plutôt indifférents à l'équilibre nutritionnel de leur alimentation. Au-delà de la sécurité sanitaire, ils recherchent une alimentation pratique et avec des goûts simples et réguliers. Globalement, l'éducation alimentaire met toujours l'accent sur l'équilibre nutritionnel mais se préoccupe peu de la naturalité et de l'origine des produits.

Dans ce scénario, les consommateurs « Sans-avis » vis-à-vis de l'élevage sont majoritaires. La part du budget des ménages consacrée à l'alimentation continue sa diminution progressive : de près de 20% en 2015 on passe à peine plus de 10% en 2040, alors que les budgets consacrés aux loisirs et à la technologie s'accroissent régulièrement.



Figure 4 : L'alimentation se tourne vers les plats préparés, transformés et pratiques

4.2.2. Quel élevage ?

Les accords de libre-échange facilitent la circulation des marchandises et conduisent à une spécialisation des territoires en fonction de leurs avantages compétitifs. Le Bassin Parisien et les plaines du Sud-Ouest, par exemple, renforcent leur vocation céréalière et la Bretagne se spécialise dans des productions légumières et l'élevage.

Il subsiste de grands élevages granivores intensifs spécialisés, mais la concurrence avec les pays tiers (Brésil, Russie, Ukraine,...) est forte. Le croissant laitier (de la Loire-Atlantique au Danemark) se resserre sur les plaines à fort potentiel fourrager, avec des élevages de plusieurs centaines, voire milliers, de vaches élevées en bâtiments. Quelques ranchs de bovins ou ovins naisseurs se maintiennent dans le Massif Central, alors que l'on « ose le désert » dans les espaces les plus isolés et montagneux où

la forêt et la faune sauvage reprennent leurs droits, avec un maintien des activités de loisir. L'engraissement des bovins se concentre dans des *feedlots* situés dans les zones céréalières.

Le nombre d'exploitations agricoles, et particulièrement d'élevages, diminue fortement. Il reste en France quelques milliers d'élevages spécialisés dans chaque type de production. Les filières sont très structurées et dominées par de grandes entreprises mondialisées de distribution et de transformation, qui prennent les décisions et orientent la production en intégrant les élevages. Les produits transformés se développent toujours plus et offrent une gamme large et diversifiée au consommateur. Des normes minimales de bien-être et d'environnement sont maintenues dans une logique « d'écologie industrielle ».

4.3. LA SOCIÉTÉ ET LES FILIÈRES D'ÉLEVAGE CO-CONSTRUISENT DES DÉMARCHES DE PROGRES

4.3.1. Comment en est-on arrivés là ?

Au début des années 2020, la plupart des entreprises de transformation et de distribution définissent de nouvelles démarches privées, souvent élaborées en partenariat avec des ONG et des représentants d'éleveurs. Le nombre de cahiers des charges et de signes de qualité explose, promettant de multiples « plus » : en matière d'environnement, de bien-être animal, de qualité de vie des éleveurs ou de qualité nutritionnelle ou sanitaire. Par leur éclectisme et des hausses de prix contenues, ces démarches séduisent de larges pans de la population, en France, en Europe et à l'export, auprès des classes moyennes et supérieures surtout.

Les normes de production européennes se déplacent ainsi pour prendre mieux en compte les attentes d'une majorité de citoyens. Ceux-ci, grâce également à des politiques d'éducation et de communication efficaces, comprennent que les éleveurs et leurs filières sont capables de s'adapter à leurs attentes. Mais la diversité des démarches et des marques ne facilitent pas leurs choix de consommation.

Progressivement, une rationalisation s'opère entre les différentes démarches. Des « socles filière » ou « chartes collectives » sont co-construits dans une logique d'écoute réciproque, par les interprofessions et les autres acteurs de la société, en tenant compte des investissements nécessaires à réaliser par les éleveurs et en les accompagnant financièrement et techniquement (Figure 5). Les pouvoirs publics orientent ainsi un certain nombre d'aides en faveur de l'aménagement des bâtiments d'élevage et du pâturage, et les entreprises accordent des facilités de trésorerie aux éleveurs qui adaptent leurs équipements.

Dans ce scénario, les citoyens-consommateurs sont très majoritairement « Progressistes » et rassurés par les efforts faits par les filières. Ils déterminent les évolutions, qui peuvent s'imposer comme de nouveaux « socles communs », par leur consentement à payer et les choix qu'ils font lors de

leurs achats.

4.3.2. Quel élevage ?

Ce scénario est caractérisé par une grande diversité de systèmes d'élevage. Une production conventionnelle de « qualité Europe », avec des normes garantissant la protection de l'environnement, des animaux et des hommes, reste dominante. Les exploitations sont de taille moyenne à grande et les filières structurées, tournées vers des marchés nationaux et européens essentiellement, avec une part d'export sur des marchés haut de gamme.

Le nombre d'éleveurs s'érode progressivement mais se maintient à un niveau relativement élevé. Les coûts supplémentaires générés par les cahiers des charges sont couverts par le marché grâce à des prix plus élevés, par les pouvoirs publics au moyen de subventions et par les filières grâce à des gains d'efficacité. Les volumes de productions sont sensiblement comparables à ceux d'aujourd'hui.

En parallèle, on observe un maintien, ou une légère croissance, du nombre d'élevages alternatifs avec notamment une augmentation des élevages en production biologique. Les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO), les labels et les AOP se développent et adaptent leurs exigences pour prendre en compte les différentes facettes du développement durable. Ces normes deviennent également exigées à l'import, ce qui limite le dumping, mais elles le sont de manière inégale selon les segments de marché : l'industrie des plats transformés et la restauration hors-foyer (RHF) n'adoptent pas toutes ces normes, ce qui suscite des concurrences internationales.

4.4. L'ÉLEVAGE PRODUIT MOINS MAIS AVEC DE FORTES VALEURS AJOUTÉES

4.4.1. Comment en est-on arrivés là ?

Au cours des années 2020, les consommateurs se montrent de plus en plus exigeants en ce qui concerne leur alimentation, avec des attentes de plus en plus fortes sur l'environnement, le bien-être animal et la santé. Ils mettent progressivement en cohérence leurs aspirations et leurs achats.

Les pouvoirs publics répondent à ces attentes par l'instauration de réglementations toujours plus exigeantes pour les éleveurs et l'instauration de barrières douanières non tarifaires conformes à ces exigences. Par ricochet, ces contraintes favorisent une croissance rapide de la production biologique et des signes officiels de qualité fortement différenciants, alors que beaucoup d'exploitations en production standard ne parviennent pas à suivre la tendance et disparaissent. Finalement, c'est l'ensemble des systèmes de production qui évoluent vers des modèles plus qualitatifs en acceptant des baisses de production (compensées par une meilleure valorisation des produits).

Ce scénario ressemble à la trajectoire suivie par les filières viticoles françaises au cours de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. La société partage une aspiration généralisée à mieux et moins consommer de produits animaux pour des raisons environnementales, de bien-être animal et de santé. Elle cherche à mieux connaître la qualité et l'origine de son alimentation. Les ménages achètent majoritairement des produits bio ou sous signes de qualité, si possible en circuits courts. On observe une forte dualité entre les modes de production standards qui n'ont pas totalement disparu (pour la RHF notamment) et les filières « de qualité » qui se sont fortement développées (Figure 6). Les consommateurs « Alternatifs » sont majoritaires dans cette société française.

4.4.2. Quel élevage ?



Figure 5 : Les différents acteurs de la société s'associent pour co-construire des socles communs de pratiques d'élevage

On observe une dualisation des filières : la RHF utilise encore de façon significative des produits de l'industrie agroalimentaire, nationaux ou importés, tandis que les ménages achètent majoritairement des produits bio ou sous SIQO, si possible en circuits de proximité.

La production de viande diminue fortement. Il y a beaucoup moins d'élevages en systèmes conventionnel et ils sont centrés sur une partie de la RHF, mais on trouve globalement davantage d'élevages : ils sont surtout de petite dimension et dans des systèmes alternatifs. L'abattage d'animaux répond à des normes très strictes et limitant leur transport. Les élevages alternatifs pratiquent majoritairement l'abattage à la ferme réalisé par des sociétés de service spécialisées et accréditées. Les élevages de porcs et volailles bio, avec accès au plein air, sont plus nombreux. En élevage de ruminants, les systèmes sont essentiellement basés sur l'herbe, y compris pour l'engraissement, quitte à accepter une diminution des rendements et des qualités différentes.

La production de viande est majoritairement un sous-produit du lait, à partir de races mixtes. Des systèmes naisseurs-engraisseurs herbagers se maintiennent dans le Massif Central. On observe, en revanche, une relative stabilisation de la production des autres sources protéiques (œufs et lait), mais avec des systèmes de production modifiés. Les élevages laitiers s'appuient essentiellement sur l'herbe, sans recours aux OGM et avec des races mixtes surtout. Les élevages de poules pondeuses offrent un accès au plein air aux animaux et quelques élevages en volière de grande taille sont maintenus, visant essentiellement la RHF.

Les circuits courts de commercialisation se développent fortement. Les importations sont centrées sur des productions « standards », mais répondant tout même à des normes strictes, et destinées essentiellement à la RHF. Les exportations de produits de qualité supérieure visent des marchés de niche avec une forte valeur ajoutée. Les AOP françaises notamment trouvent leur place à l'export.

4.5. LA PENSÉE VÉGANE MAJORITAIRE MARGINALISE LES CONSOMMATEURS DE VIANDE

4.5.1. Comment en est-on arrivés là ?

La pensée végane est devenue majoritaire dans la société. Le militantisme des associations abolitionnistes a convaincu les principaux acteurs de la société. Les citoyens « Abolitionnistes » sont les grands vainqueurs de ce scénario.

Les consommateurs de viande sont stigmatisés. Il reste très peu d'élevages sur le territoire français et la consommation de produits animaux est faible et le plus souvent remplacée par les protéines végétales. Il reste globalement peu de proximité entre les humains et les animaux (fin des zoos et cirques, remise en question des animaux de compagnie, diabolisation de l'élevage).

Les pouvoirs publics mettent en œuvre des réglementations très exigeantes en faveur du bien-être animal, et émettent des recommandations nutritionnelles et alimentaires incitant les Français à manger moins de viande ou à arrêter d'en consommer. Les consommateurs modifient progressivement leur alimentation qui contient, vers 2030, 3/4 de protéines végétales et 1/4 de protéines animales.

Les industriels, enfin, parient fortement sur cette tendance et proposent de plus en plus d'alternatives aux protéines animales, toujours plus variées et satisfaisantes pour le consommateur.

Les élevages cessent leur activité, faute de débouchés et face à la pression des citoyens.

4.5.2. Quel élevage ?

Il reste très peu d'élevages sur le territoire français, toujours en systèmes très extensifs, en plein air ou en bio et de petite tailles (avec peu d'animaux).

Les produits animaux sont devenus très chers et rares. Les alternatives industrielles à la viande se sont en revanche fortement développées, à des prix attractifs. Les races des rares animaux encore élevés sont majoritairement mixtes. La production d'œufs, de lait ou de laine est privilégiée à celle de viande, qui n'est considérée que comme un sous-produit en fin de vie de l'animal. D'ailleurs, beaucoup d'élevages ont arrêté d'abattre leurs animaux et les gardent jusqu'à leur mort naturelle ou les confient à des refuges, qui se sont multipliés. Ils restent très peu d'abattoirs en France, très réglementés et pratiquant tous l'étourdissement. L'abattage résiduel est réalisé majoritairement à la ferme.

La filière porcine, qui ne produit que de la viande contrairement aux herbivores (production de lait) et aux volailles (production d'œufs), est en grande difficulté. La production de foie gras est interdite, de même que, pour des raisons éthiques, l'abattage de femelles gestantes et l'élimination d'animaux non productifs (poussins mâles, chevreaux, porcelets chétifs,...).

Les paysages et les écosystèmes français se sont fortement transformés, avec un retour à la nature sur les anciennes zones de prairies naturelles : développement des friches, des forêts et des landes, extension de l'aire de vie des grands animaux sauvages, etc. Certains territoires où l'élevage extensif et le tourisme vert jouaient un rôle important sont en déprise économique. Dans les zones de polyculture-élevage, les grandes cultures se sont développées : céréales, protéines végétales, avec un recours aux engrais et intrants de synthèse, ce qui est à l'origine de controverses environnementales.

DISCUSSION ET CONCLUSION

Nos travaux s'inscrivent dans un contexte de remises en causes de plus en plus fortes des pratiques et des systèmes d'élevage par la société, allant même parfois jusqu'à la remise en question de la légitimité même de l'élevage. Dans ce contexte, le projet souligne la nécessité de penser « en termes de controverse », c'est-à-dire de considérer toutes les opinions comme légitimes dans le débat démocratique (Bloor, 1983 ; Callon, 1986). Il montre notamment que de nombreuses incertitudes suscitées par l'élevage relèvent du registre éthique et déclenchent des émotions, auxquelles il faut trouver des réponses adaptées : les discours techniques ne permettent toujours pas de atténuer les inquiétudes et de rétablir la confiance du public (Chateauraynaud, 2004).

L'analyse de la controverse permet d'identifier les différents points d'incertitude et de désaccord, ainsi que les principaux acteurs de la controverse, leurs arguments et leurs modes d'action. L'audience de la controverse après de la société française a été analysée grâce à différents outils d'analyse qualitative (entretiens ou focus groups, non développés dans cet article) et quantitative (via un sondage auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatif de la société française). Ces analyses ont montré une forte préoccupation de la population à différentes dimensions qui composent la



Figure 7 : Dans une société végane, les mangeurs de viande sont stigmatisés

controverse et en particulier aux questions relatives à la condition animale, même si pour l'instant une large majorité de citoyens n'affichent pas de rejet fondamental de l'élevage intensif et n'envisagent pas de diminuer drastiquement leur consommation de produits animaux. Le profil « progressiste », majoritaire au sein de la société, est sensible aux arguments des associations de protection animale sans afficher pour l'instant de convictions tranchées ou de comportements radicaux. Ces citoyens sont la cible principale des acteurs de la controverse car ils sont susceptibles de voir leurs opinions évoluer rapidement. L'écoute de leurs inquiétudes et le dialogue sont nécessaires pour éviter une cristallisation des oppositions et une radicalisation des positions.

Les cinq scénarios décrits constituent des hypothèses d'évolution de la controverse, construites avec le souci d'être vraisemblables, cohérentes et pertinentes pour envisager les futurs de l'élevage, des filières et leur insertion dans la société française. Ils décrivent des futurs « imaginés » dans différents contextes de résolution de la controverse, où l'un des profils de citoyens prendrait une position dominante et influente dans la société. L'objectif de ces scénarios n'est pas de prédire l'avenir, et il est peu probable d'ailleurs que l'un d'entre eux se réalise à l'exclusion des autres. Les futurs de l'élevage seront probablement un mélange de tous ces scénarios, selon les territoires, les filières, et les décisions des acteurs. L'objectif de ces scénarios est, d'une part, d'imaginer ce que la controverse pourrait avoir comme effets sur l'élevage selon l'évolution vers laquelle elle s'achemine. Ils permettent aux différents acteurs, d'autre part, de se positionner et de réfléchir à leurs stratégies de développement. Jugent-ils ce scénario probable ? Est-il souhaitable pour leur organisation ? Comment agir pour s'adapter à telle évolution, ou pour favoriser ou freiner son émergence ? Avoir conscience dès à présent des conséquences possibles de la controverse peut aider les acteurs des filières à agir pour orienter la trajectoire suivie, en consultant les autres acteurs de la société. C'est en ce sens que nous avons cherché à conduire une prospective stratégique car « regarder l'avenir le bouleverse » (Berger, 1964).

La controverse autour de l'élevage contribue d'ailleurs d'ores-et-déjà à modifier les pratiques des éleveurs : restructuration de la filière pouleuse, multiplication des cahiers des charges privés (bannissant les antibiotiques, les OGM, offrant du pâturage ou un accès au plein air, etc.), changement du statut de l'animal dans le Code civil, etc. Face à ces questionnements, les réponses des filières d'élevage sont diverses. Qu'il s'agisse des éleveurs eux-mêmes, des organisations de développement, des instituts techniques, des interprofessions ou des entreprises, les initiatives foisonnent et cherchent à apporter des réponses aux questionnements des citoyens-consommateurs. Deux grands types de démarches peuvent être identifiés (Roguet et al., 2018) : des démarches collectives, souvent portées par les interprofessions, qui ont essentiellement un rôle de rassurance des consommateurs en mettant en avant des bonnes pratiques ou des chartes de progrès, mais qui peuvent également induire des évolutions plus radicales en s'organisant par exemple autour de SIQO ; des démarches privées portées par des coopératives, des industriels ou des distributeurs, qui vont de la démarche de progrès visant l'amélioration modérée mais graduelle des pratiques du plus grand nombre à des démarches de rupture forte dans le mode de production. La capacité des filières à mettre en avant les progrès réalisés et à les valoriser, mais aussi à imaginer et à expérimenter de nouveaux itinéraires techniques, sera déterminante. Elle passera par un dialogue et une confiance restaurés avec la société, une capacité à se remettre en question et une communication transparente sur les pratiques, les process et les produits.

Plus globalement, cette controverse contribue à faire évoluer le sens que la société, dans son ensemble, attribue à

l'élevage. Actuellement, l'éthique welfariste semble se diffuser : les citoyens ne sont majoritairement pas anti-élevage, mais ils n'acceptent plus les pratiques et systèmes d'élevage qui nuisent au bien-être des animaux. Cette transformation des normes est loin d'être franco-française, mais s'observe également dans la majorité des pays occidentalisés. En Europe, un gradient de préoccupation de la population s'observe du Nord au Sud, avec des associations de protection animale très puissantes dans les pays du Nord. Dans les pays du Sud de l'Europe (Espagne et Italie notamment), c'est à une valorisation des produits du terroir, du goût, de la tradition et de la gastronomie que l'on assiste (Roguet et al., 2016). La France se trouve à la confluence de ces formes d'expression de la controverse.

BIBLIOGRAPHIE

- Beck U.**, 1986. La société du risque : sur la voie d'une autre modernité. Flammarion, 521p.
- Berger G.**, 1964. Phénoménologie du temps et prospective. PUF, 275p.
- Bloor D.**, 1983. Sociologie de la logique: les limites de l'épistémologie. Pandore, 190 p.
- Callon M.**, 1986. Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. L'Année Sociologique (1940-1948), 36, 169-208.
- Callon M.**, Barthe Y., Lascoumes P., 2001. Agir dans un monde incertain. Points, 437p.
- Chateauraynaud F.**, 2004. Invention argumentative et débat public : regard sociologique sur l'origine des bons arguments. CEP, 47 (2), 191-213.
- Couzy C.**, Dockès A.-C., 2008. Are farmers businesspeople? Highlighting transformations in the profession of farmers in France. IJESB., 6 (3), 407-420.
- Delanoue E.** et al., 2013. Elevages intensifs et extensifs, visions et attentes de la société. Revue de la SEZ, 95, 15-19.
- Delanoue E.** et al., 2015. Acceptabilité sociale de l'élevage en France : remises en cause et controverses sur l'élevage, regards croisés de différents acteurs de la société. INRA Prod. Anim., 28, 39-50.
- Delanoue E.** et al., 2018. Regards croisés entre éleveurs et citoyens français : vision des citoyens sur l'élevage et point de vue des éleveurs sur leur perception par la société. INRA Prod. Anim., 31 (1), 51-68.
- Dockès et al.**, 2017. Points de vue et attentes des consommateurs et citoyens vis-à-vis de l'élevage. Une étude quantitative auprès de 2 000 personnes en France. JRA, 12, 225-229.
- Godet M.**, 1997. Manuel de prospective stratégique, tome 2 : l'art et la méthode, Dunod.
- Godet M.**, 1999. La boîte à outils de prospective stratégique. Cahier du Lipsor, 5.
- Godet M.**, 2007. Prospective stratégique. Problèmes et méthodes. Cahier du Lipsor, 20.
- Lemieux C.**, 2007. À quoi sert l'analyse des controverses? Mil neuf cent, 25 (1), 191-212.
- Mousli M.**, 2004. Pays Basque 2010 : Une prospective participative dans un territoire d'exception. Cahier du Lipsor, 15.
- Perrot C.**, Landais E. 1993. Comment modéliser la diversité des exploitations agricoles ?, Les cahiers de la Recherche Développement, 33, 24-40.
- Pestre D.**, 2007. L'analyse de controverses dans l'étude des sciences depuis trente ans. Entre outil méthodologique, garantie de neutralité axiologique et politique. Mil neuf cent, 25, 29-43.
- Roguet C.** et al., 2016. Les débats de société sur l'élevage en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas. Notes et études socio-économiques, 40, 65-91.
- Roguet C.** et al., 2018. Les démarches mises en œuvre par les filières animales en France en réponse aux attentes

sociétales en termes de bien-être animal : typologie et perspective. Notes et études socio-économiques, sous presse.